



Patrick Etesse et Sylviane Pigale

Directeur d'école honoraire, élu municipal / Enseignante spécialisée

Remplaçants :

Yves Héricier et Karine Cérez-Lauga

**NON à la politique
d'austérité
du gouvernement soumis
à l'Union Européenne !**

Vu, les candidats



Emplois, RSA, PMI, collèges, aides sociales,
financement des associations, etc.

Défendons nos droits !

CONTACT :

poi.fede37@gmail.com

poi37.free.fr

POI PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

NON à la politique d'austérité du gouvernement Hollande/Valls soumis à l'Union Européenne!

**Emplois, RSA, Collèges, PMI, aides sociales, financement des associations, etc,
défendons nos droits !**

Le comité départemental du POI37 considère que tout doit être mis en œuvre pour bloquer la politique d'austérité, pour obtenir le retrait du pacte de responsabilité, de la loi Macron et de la réforme territoriale qui détruisent les droits sociaux, la démocratie, les départements et les communes.

C'est ce qu'exprimera publiquement – sur le canton de Tours 1 – la candidature
de **Patrick ETESSE** et **Sylviane PIGALE** – remplaçants **Yves Hericier** et **Karine Cérez-Lauga**

Le savez-vous ?

■ **L'aide sociale** : prestations, (RSA)

■ **La protection maternelle et infantile** (PMI)

■ **Les personnes âgées** : maisons de retraites EHPAD, allocations (APA)

■ **Les personnes handicapées** : prestation de compensation du handicap (PCH)

■ **L'aide aux personnes en difficulté** : (factures)

■ **La construction l'entretien, et l'équipement** des collèges

Tout cela relève aujourd'hui de la responsabilité du département, c'est à dire du conseil général,
et ***tout cela est aujourd'hui menacé.***

Depuis des années la majorité du conseil général relayant la politique d'austérité des gouvernements successifs **a augmenté les impôts, fermé des collèges publics (Pasteur, Paul Valéry)** et comprimé l'emploi de façon drastique.

Le 12 décembre, F. Thomas, président PS du Conseil Général acceptant la suppression de 9,7 millions d'€ de dotation **a fait voter les contrats toxiques de partenariats public-privé (PPP)** pour 8 collèges. *votés par le PS (sauf une) EELV et trois conseillers de droite.*

Ensuite, il a fait voter un budget 2015 d'austérité : augmentations d'impôts (+ 1,5%), PPP et tour de vis sur l'emploi au CG. *vote du budget d'austérité 2015 : PS, EELV, PCF ! (la droite qui préfère laisser « le sale boulot » pour l'instant à d'autres exulte !)*

Les compétences départementales sont également directement **menacées par le projet de loi NOTRe** (" Nouvelle organisation territoriale de la République")

Ce projet de réforme territoriale veut vider les départements de leur contenu social en les remplaçant par les régions et les métropoles concurrentielles au service des multinationales.

Notre département est menacé d'asphyxie

financière par le pacte de responsabilité du gouvernement Hollande-Valls, en application des directives européennes, qui réduit de 11 milliards d'euros les dotations aux collectivités territoriales d'ici à 2017 .

Au delà, l'éclatement de la République et l'aggravation brutale de la politique d'austérité vont entraîner **la suppression de milliers de postes d'agents territoriaux.**

En Grèce..., en France..., une même politique destructrice (loi Macron, etc,) s'applique **au nom du paiement de la dette** pour engraisser les spéculateurs !

Le POI37 et ses adhérents ont agi

- contre les fermetures de collèges publics et les contrats PPP toxiques
- contre toute remise en cause des droits, de l'emploi et des services publics, contre les augmentations d'impôts et toute coupe dans les budgets

C'est pour prolonger ce combat au plan du département que le POI37 présente Patrick Etesse, élu municipal et Sylviane Pigale enseignante spécialisées aux élections départementales des 22 et 29 mars

Non à l'austérité ! Défense des droits de la population !

Défense des communes et des départements !

Retrait du projet de réforme territoriale !

Non au pacte de responsabilité du gouvernement Hollande-Valls soumis à l'Union Européenne !

Aucune fermeture de collège public ! Non aux Partenariats Public-Privés pour les collèges !

Après la fermeture contre l'avis des parents d'élèves, des collèges Pasteur et Paul Valéry, Frédéric Thomas a choisi les PPP, outils de pillage de nos impôts par les multinationales Bouygues, Vinci, etc, (hôpital d'Évry – Ligne LGV Paris-Bordeaux, Grand Stade de Lille, prisons...).

L'emprunt toxique de 12 M€ de la ville de Tours, dont il était l'adjoint aux finances, n'a pas entamé son zèle. Comme à Tours, les tarifs (tram, bus, parkings, salles de réunions, cantines...) exploseront. **Pas grave ! les profits des amis de M. Macron sont garantis !**

(PPP votés par : le PS (sauf une), EELV, et trois conseillers de droite et inclus dans le budget voté par PS, PCF, EELV)

Retrait de la réforme territoriale !



Les départements et les communes créés en 1789 par la République pour établir des droits égaux sont aujourd'hui des freins pour les profits de tous les capitalistes. **L'Union Européenne** exige leur disparition pour les remplacer par des **euro-métropoles et des grandes régions concurrentielles**.

Le gouvernement Hollande/Valls, aggravant la loi Sarkozy, généralise les métropoles, fusionne les régions, regroupe de force les communes et les intercommunalités (loi NOTRe) **puis supprime 11 milliards de dotations**.

Avec, en Indre-&-Loire, un drôle de consensus sur le budget d'austérité pro-métropole de Tours(Plus) voté par l'UMP, le PS et le PCF !

9,7 millions d'€ de dotation supprimés



par l'Etat pour l'Indre-&-Loire

N'est-il pas nécessaire de saisir toutes les associations d'élus des départements (ADF), des maires (AMF) pour exiger du gouvernement le rétablissement des dotations **et appeler la population à se mobiliser ?**

Cela au lieu de gérer la pénurie, serrer la vis à l'emploi territorial, augmenter les impôts et mettre en œuvre les PPP toxiques comme l'ont fait le Président du conseil général et sa majorité PS, PCF, EELV en votant le budget 2015 ! *La droite UMP-UDI (réjouie) a "critiqué"...*

mais n'a surtout rien proposé !

Non à l'austérité et aux baisses de dotations qui asphyxient départements et communes !

Emploi : impact du "pacte de responsabilité" pour notre département - Cherchez l'erreur !

33,9 Millions d'€

encaissés par **7202** entreprises du département (CICE)

(ndlr : dont la grande distribution, l'intérim, etc.) **29**

577

demandeurs d'emplois dans le département.

(+ 6,1% en un an)

(50 000 inscrits toutes catégories)

Retrait du pacte de responsabilité ! Interdiction des licenciements ! Un vrai travail, un vrai salaire pour tous ! C'est ce que le Président du conseil général et sa majorité PS, PCF, EELV, aurait dû défendre en s'adressant au ministre Sapin pour s'opposer au plan de liquidation de Michelin à Joué-lès-Tours.

Le **POI** combat pour le socialisme, la République et la démocratie.

Il considère, pour restaurer les droits sociaux, qu'il faut d'urgence rétablir la souveraineté du peuple et pour cela rompre avec l'Union Européenne et ses diktats. Il revendique la convocation d'une véritable Assemblée Constituante souveraine qui mette un terme aux institutions antidémocratiques et au régime présidentiel de la Vème République, générateurs de tous les scandales et tous les coups de force (article 49 ter, etc.).

Il considère aussi qu'imposer par la mobilisation unie le retrait du pacte de responsabilité, de la loi Macron et de la réforme territoriale, représente le premier pas dans la voie d'une issue démocratique

Sans faire de préalable, il propose à travers notre candidature le mandat suivant :

► Défense du département, des communes et de tous nos droits

contre la politique d'austérité de Hollande/Valls et de l'Union Européenne.

- Retrait du pacte de responsabilité qui asphyxie les collectivités territoriales. Rétablissement des dotations budgétaires. Aucune augmentation d'impôts ni de tarifs (restauration scolaire, etc.) – Défense de tous les emplois et des services publics !
- Abrogation de la réforme territoriale, qui instaure les métropoles et régions concurrentielles en détruisant la République, les communes et les départements.
- Halte au désengagement de l'État – Maintien de tous les droits et tous les financements : RSA – APA – PCH – EHPAD- Maintien de la clause de compétence générale du département.
- Non aux PPP collèges ! Aucune fermeture de collèges publics ! Gratuité des transports scolaires ! Respect de la loi de 1905 et de la laïcité ! A école publique, fonds publics, à école privée, fonds privés !
- Annulation des subventions votées à Ryanair et aux entreprises privées ! Interdiction des licenciements et des délocalisations ! Défense du code du travail et de la sécurité sociale !